

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 25 OCTOBRE 1978 - N° 776

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

Nouveau coup contre les familles populaires

Loyers HLM plus 20%!

**Postes :
DÉBUT DES JOURNÉES D'ACTION**



Les postiers de Créteil Pontoise... devant la direction départementale des PTT, le 6 octobre.

Alors que le mouvement de grève des marins, les débrayages tournants des éboueurs se poursuivent, les journées d'action dans les postes appelées par les fédérations syndicales ont commencé mardi matin.

L'appel à quatre jours de grève échelonnés suivant les secteurs n'est toutefois pas sans interroger les postiers : ces journées d'action

interviennent après toute une série de luttes déterminées (Pontoise, Créteil, Brune) par ailleurs laissés dans l'isolement. Ne visent-elles pas à couper court à la mobilisation bien réelle des postiers ? Mais alors que faire contre l'inertie des directions syndicales ? Comment créer les conditions d'une lutte réellement efficace ? Toutes ces questions seront, à n'en pas douter, au centre des débats pendant les jours qui viennent dans les postes.

**Marins :
POURSUITE
DES MOUVEMENTS**

(Lire en page 4)

La direction de l'office des HLM vient de décider d'appliquer le déblocage des loyers des habitations qu'elle régit.

Une augmentation de 20 % qui sera répartie en 2 vagues successives de 10 % à six mois d'intervalle. L'office des HLM argue du fait qu'il aurait souffert du blocage des prix pour justifier de sa décision. Il la justifie d'autre part, en prenant pour cibles les locataires qui ont des difficultés à payer leur loyer : ce serait aux autres de payer. La manœuvre est grossière et classique : la division. Mais les travailleurs qui habitent ces logements, dont par ailleurs, la qualité se dégrade sans cesse, savent que le responsable de cette hausse faramineuse est ailleurs que dans leurs rangs, eux qui sont les premiers touchés par les coups répétés du gouvernement Barre.

A ces nouvelles hausses, vont s'ajouter de nouvelles difficultés pour trouver des logements : une limitation de la construction des logements sociaux vient en effet d'être décidée. Pourtant, des milliers de familles, et le nombre croît sans cesse, sont encore mal logées.

Les lycéens
dans la lutte

L.T. Le Corbusier

**«NOUS
VOULONS
TOUT
CHANGER»**



Lire en page 5

**Une victoire
pour la paix**

Le traité de paix et d'amitié entre la Chine et le Japon sera signé cette semaine. C'est un événement considérable. C'est le premier traité qui contient une clause «anti hégémonique», les parties contractantes s'engageant à ne pas rechercher l'hégémonie dans quelque région que ce soit du monde, et à s'opposer aux tentatives d'autres États d'imposer leur hégémonie.

L'URSS a réagi violemment, on comprend pourquoi !

(Lire en page 8)

**«Belgrade,
c'est Munich»**

Suite de l'interview
de Victor Fainberg
en page 6

**Le Quotidien du Peuple
gravement menacé
25 millions d'ici
le 1^{er} novembre
pour
votre quotidien !**

Lire en page 2

Tribune de discussion pour le 3^e Congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l



La tribune de discussion pour le 3^e Congrès du PCR ml est ouverte aux organisations du Parti, à ses sympathisants et ses amis. Dans ce cadre, les nombreuses contributions qui sont attendues pourront être publiées selon l'ordre et l'intérêt de la discussion. Le camarade Jacques Wandler, membre du Comité central et chargé par lui de cette tâche, répondra chaque fois que cela sera utile à ces contributions pour éclaircir le sens des modifications dans le projet et éventuellement, les développer.

Engager un travail en direction des intérimaires

A l'heure actuelle le travail intérimaire tend à une certaine stabilité, due principalement aux nouvelles formes d'exploitation capitaliste (stagiaires, vacataires et auxiliaires). Ce nouveau phénomène commence à être reconnu tant au plan syndical que politique. Même les sociétés de négriers s'organisent en chambres syndicales - UNETT ou NORMATT. Il existe deux sortes de travailleurs intérimaires de même d'ailleurs que deux sortes de sociétés d'emplois.

Une frange de travailleurs, souvent immigrés, sous qualifiés, sans connaissance de ses droits, formant pour les négriers une main d'œuvre bon

marché, taillable et corvéable à merci, le mot n'est pas trop fort (voir comment ces mêmes sociétés recrutent dans les foyers immigrés par l'intermédiaire de rabatteurs et souvent les renvoient après un bref essai - moins de 20 h pour un O.S. et il n'est pas payé - lorsqu'on dispose d'un gros volant de travailleurs on voit le «bénéfice»). Ces travailleurs ont peu de recours puisque les sociétés se partagent plus ou moins bien les gros chantiers : Renault (Intertra) ; Citroën (Intertra) ; Poissy (CRIT + SOGICA + Manpower) ; Chausson (CRIT + Intertra). Les requins ne se mangent pas entre eux. C'est bien connu ; quant à l'ouvrier qui s'est fait trop

remarquer, il apprend à ses dépens l'existence d'une liste rouge avec les inconvénients qui en découlent : obligé d'aller dans une société plus petite il est par là-même sous-payé et sur-exploité. Il ne faut pas oublier bien entendu le racisme de la part des négriers, mais cela les camarades le vivent dans leurs boîtes respectives.

La seconde frange, plus difficile à analyser, concerne les ouvriers hautement qualifiés, totalement dépolitisés dans la plupart des cas, ceux-ci gagnent généralement très bien leur vie, de l'ordre de 4 000 à 6 000 F sinon plus (MAP de chez Chrysler).

Difficile à analyser parce

que s'ils mettent en cause l'industrie dans sa conception (travailler une année complète, être à la merci de la maîtrise) ils acceptent volontiers le système dans ce qu'il a de bon pour eux, gros salaires et ce qui en découle. De même si rarement un OHQ travaille pendant une grève (dans certaines sociétés un accord tacite est passé, les intérimaires OHQ restent chez eux et sont payés) il ne comprend pas néanmoins ce que sa présence signifie au niveau global de la société.

Il apparaît donc que ces deux franges sont victimes différemment mais ensemble du même phénomène.

Pour les uns quasi impossibilité d'un travail ré-

gulier, pour les autres, attirance du fait des salaires vers un travail intérimaire, le phénomène de la liberté du travail apparaissant dérisoire après discussion.

Il faut donc porter le travail idéologique vers la première frange de travailleurs, ceux les plus opprimés et les plus exploités mais aussi ceux qui dans leurs tripes ressentent la lutte des classes pour un travail pour tous et pour l'interdiction des officines de négriers.

Il existe enfin une troisième frange beaucoup plus discrète mais aussi celle la plus dangereuse, il s'agit des cadres petits ou grands qui tendent à s'installer de plus en plus dans l'incognito le plus complet.

Il existe aussi une frange de travailleurs en déplacement à l'étranger, mais on ne peut plus les considérer comme des travailleurs.

En conclusion je recommande donc aux camarades de s'informer auprès des travailleurs intérimaires de leurs conditions d'embauche et de leur montrer clairement la voie vers la révolution mais sans oublier qu'un intérimaire est souvent un travailleur préférant un emploi stable mais qui se trouve en butte aux exigences croissantes des restructurations d'entreprises.

Je vous salue camarades

Simon (St Ouen)

Le Quotidien du Peuple gravement menacé

25 MILLIONS D'ICI LE 1^{er} NOVEMBRE

La mobilisation autour du Quotidien du Peuple est maintenant nettement engagée. A preuve les 5 millions que nous approchons, auxquels il faudrait ajouter les mandats et les chèques que nos souscripteurs ont indiqué avoir envoyés, mais qui sont retardés du fait des grèves dans les PTT. Les initiatives prolongées se mettent en place pour faire souscrire, pour faire des abonnements, pour vendre des calendriers.

Tout cela prouve que vous, militants, sympathisants, lecteurs, amis du Quotidien du Peuple, êtes prêts à vous battre pour que vive en France le journal communiste qui est le nôtre.

5 millions c'est bien, et encore une fois, c'est la preuve d'une réelle mobilisation. Mais c'est insuffisant. Il reste encore 20 millions à collecter rapidement. Il faut pour cela intensifier encore la mobilisation, il faut multiplier les initiatives, il faut être encore plus offensif.

Tout prouve que cela est possible. Camarades, amis, lecteurs, les graves difficultés du Quotidien du Peuple vous ont largement sensibilisés, nous le savons.

Il dépend de votre mobilisation que vive le Quotidien du Peuple.

Paris	
C.D.	350
Z	200
INSEE	2 100
12 ^e	450
Ventes	190
18 ^e	745
19 ^e	
J.M.	50
Ventes	80
20 ^e	
Une amie	50
	14
J.D.	100
Q.M. et L.D.	200
Un camarade	65
Ventes	130
14 ^e	500
Ventes	150
	100
15 ^e	36
3 ^e	
Un ami du QdP	150
13 ^e	
D.M. enseignant	300
Informaticien	500
Malakoff	
Sympathisants	150
Soutien à la presse révolutionnaire	100
	100
Asnières	
F.G.	200
Lyon	
Un ouvrier Lyon 1 ^{er}	150
Un camarade Lyon 9 ^e	100
Collecte	160

Collecte à Berliet	30
Vaulx en Velin	
Collecte	140
Villeurbanne	
Collecte	256
Collecte	354
St Etienne	
D.B. travailleuse hospitalière	300
Vénissieux	
Collecte	260
Dôle	
G.G.	350
Besançon	
R.	350
Nord	
Ventes	145
Marseille	10
Bordeaux	
Un étudiant	50
Sully sur Loire	
C.B.	400
Marly le Roi	
M.	200
Montceau	
P.B.	350
J.B.	350
Grenoble	
E.S.	350
Tonnerre	
R.D.	350
TOTAL	11 015
ANCIEN TOTAL	37 968
NOUVEAU TOTAL	48 983

Pour les 25 millions du Quotidien du Peuple, je verse F.

Nom :

Adresse :

Etablir les chèques à l'ordre du Quotidien du Peuple : CCP ; centre Paris, compte N° 23 132 48 F
Crédit Lyonnais : agence ZU 470 compte N° 7 713 J

«La blouse blanche remplace le bleu de chauffe»

LE PATRONAT RÊVE DE NOUVEAUX OUVRIERS

«La troisième révolution industrielle donne naissance à une nouvelle aristocratie de techniciens, encore fermée aux jeunes sans formation, à la plupart des femmes et aux immigrés». Telle est l'introduction, et la substance, de l'enquête que *Le Nouvel Economiste*, consacré à ce qu'il appelle «les nouveaux ouvriers».

Il y a là, le développement d'un thème qui n'est pas nouveau, et que la bourgeoisie tente de mettre en avant depuis les années 1970.

«L'automatisation fait disparaître le prolétaire : de manière radicale, puisque sa conséquence immédiate et visible est de supprimer des emplois ; mais aussi, en augmentant la qualification de ceux qui restent et en transformant du tout au tout leurs conditions de travail». A l'appui de cette thèse, l'hebdomadaire patronal cite un certain nombre de cas où des ouvriers à la chaîne se sont transformés en techniciens chargés de contrôler derrière un écran, l'évolution d'un robot. Il cite aussi des chiffres, qui sont indéniables : entre 1968 et 1975, la part des ouvriers qualifiés, au sein de la population active, a augmenté de 1,8 %. Quant à la part des manœuvres, elle régresse de 1,8 % également.

Hormis ces quelques chiffres, *Le Nouvel Economiste* reste étrangement silencieux sur l'ampleur de cette régression du nombre des OS et des manœuvres. Il préfère parler de «tendance historique», et on le comprend. Si l'on s'en tient aux chiffres, il y a actuellement en France 8 millions d'ouvriers, soit 500 000 de plus qu'en 1968. Un salarié sur deux se présente comme travailleur manuel. De plus, les chiffres d'ouvriers qualifiés sont à prendre avec la plus extrême précaution : le patronat a en effet introduit depuis quelques années toute une série de classifications qui tendent à considérer comme «qualifiés», des ouvriers qui ne continuent pas moins à effectuer des tâches d'OS.

La vraie question est en dehors des chiffres. Dans les années 1970, la bourgeoisie a avancé cette notion de «tendance à la qualification» de la classe

ouvrière pour expliquer deux choses : d'une part, que le poids de la classe ouvrière allant en diminuant, il ne saurait être question de tenir compte de ses aspirations. D'autre part, que les luttes que les OS déclenchaient, étaient en fait des luttes d'arrière-garde, les luttes d'un secteur en voie de disparition. Ces luttes ne devaient être considérées que comme les avatars inévitables d'une société en pleine évolution vers l'automatisation. Aujourd'hui, avec la crise, la bourgeoisie ajoute une nouvelle considération à sa panoplie.

De Ceyrac à Barre, en passant par Delors, un thème revient : le chômage n'a pas seulement des causes économiques. Il est aussi dû au fait que toute une frange d'ouvriers non-qualifiés ne parviennent plus à s'adapter aux tâches nouvelles qu'on lui propose, tandis qu'une importante fraction de chômeurs, les jeunes principalement, refusent les emplois non-qualifiés qu'on leur offre. Chômage = crise de croissance, due à la révolution industrielle. Pour pernicieux qu'il soit,

le raisonnement comporte des faiblesses : d'abord, nous l'avons vu, il est faux de dire qu'en ce moment le nombre des ouvriers diminue. Il est faux de dire que les tâches automatisées prennent en ce moment de l'ampleur. Elles nécessitent une restructuration que bien des entreprises n'ont pas les moyens de se payer. Enfin, et surtout, cette explication entend passer sous silence les causes réelles du chômage, qui sont directement liées aux faiblesses de l'impérialisme français, tant du point de vue politique que du point de vue économique.

Derrière l'enquête du *Nouvel Economiste*, il y a en fait une nouvelle offensive de la bourgeoisie pour tenter de faire oublier sa responsabilité sous le prétexte d'une révolution industrielle.

Elle rêve de «nouveaux ouvriers», en blouse blanche, et qui seraient amenés à pratiquer à grande échelle la collaboration de classes. Elle rêve au fond qu'il n'y ait plus de classe ouvrière. Le réveil sera brutal !

N.D.

● Giscard en Auvergne le maire PS de Clermont-Ferrand interdit les manifestations

Il fut un temps où les voyages officiels du président de la République en province revêtaient quelque intérêt. Aujourd'hui, il n'est plus guère que les habitants des régions qui sont concernées qui se préoccupent d'un tel voyage. C'était le cas la semaine dernière à Perpignan. C'est le cas en ce moment en Auvergne, où Giscard est parti faire un petit tour, histoire de se montrer. L'intérêt du voyage, il faut le chercher dans les réactions du maire, socialiste, de Clermont-Ferrand. Celui-ci est certain «que les Clermontois se garderont de tout geste et propos désobligeants et seront fidèles à cet esprit d'hospitalité qui est la tradition de la cité». Et comme il n'en était pas tellement sûr cependant, il a pris des mesures : arrêté de police qui interdit «sur toutes les voies empruntées par le cortège officiel et aux abords de celui-ci de distribuer des tracts de quelque nature que ce soit, de déployer des pancartes et banderoles de quelque nature que ce soit».

La présence des CRS, plus le petit coup de main du maire socialiste, ce sera peut-être suffisant pour assurer la tranquillité de Giscard.

● Le Monde et l'objectivité

Mercredi dernier, la librairie Palestine était attaquée par des fascistes pro-sionistes. Ils mettent le feu à la librairie et agressent le camarade présent. Un communiqué est envoyé, par l'OLP, aux journaux dont *Le Monde*, dénonçant l'attaque organisée par «un groupe de fascistes pro-sionistes». *Le Monde* reprend le communiqué en parlant de «gauchistes pro-sionistes». Une demande de rectificatif lui est adressée, plusieurs fois. Il a fallu que les organisateurs du meeting de samedi dévoilent l'affaire publiquement pour que *Le Monde* publie 3 jours après ce rectificatif.

Les matraques de l'Humanité

La voilà donc, la nouvelle formule de *l'Humanité*, apparue ce mardi matin, et conforme à ce qu'on pouvait en attendre, et en craindre. Les rubriques changent de place mais gardent le même contenu. Wolinski continue à servir, Marchais aussi. La nouveauté, on la doit essentiellement aux cigares Havanitos, à Renault, à Manufrance, à Darty, à Europe 1, à l'encyclopédie Britannica et à quelques autres qui alimentent généralement un total de 4 pages et demie de publicité sur 16 qu'en comporte le journal.

On pourrait en rire, si les diatribes de Marchais ou Leroy contre la presse ne donnaient froid dans le dos, et pas seulement à nous, mais très certainement à un grand nombre de militants du PCF. «Fermez la télé, lisez l'Humanité» nous dit Marchais.

Minute-libération, même combat», disent les ouvriers cégétistes de *l'Humanité*. Les journalistes falsifient consciemment l'information, insinue Leroy. Peut être, et nous sommes conscients du poids énorme de la bourgeoisie sur les moyens d'information. Mais en-

tendre cela dans la bouche de ceux qui font *l'Humanité*, ça fait curieux. Entre Gicquel et Andrieu, où est la différence ? Certes, ils ne disent pas la même chose — leur employeur n'est pas le même — mais ils s'accordent pour prendre leurs auditeurs et leurs lecteurs pour des imbéciles. A leur manière, ils participent tous les deux à une même entreprise de mensonge, de falsification des faits. Si la question de l'information se pose en France, ce n'est certainement pas à *l'Humanité* de donner des leçons à ce sujet.

o Robert Pesquet, ancien député poujadiste, membre notoire de l'OAS, a été arrêté dimanche dernier, après une tentative de fuite, pour différentes affaires d'escroqueries, détournements de fonds, falsifications... Inculpé en 66 pour infraction à la législation sur les armes, Pesquet n'a jamais été inquiété pour ce dernier motif, le jugement n'a jamais eu lieu...

● Projet de radios pour le PS : un hybride renversant !

Ce week-end, le comité directeur du PS s'est une nouvelle fois penché sur le phénomène des radios libres ; il a notamment décidé de présenter prochainement un projet de loi sur les dites radios. Ni radios libres, ni radios municipales, l'hybride du PS veut à la fois ménager et les uns et les autres. Le PS s'est d'ailleurs donné le temps d'élaborer son projet, donnant l'impression d'une réflexion ; pourtant rien d'original n'apparaît dans son œuvre dont les grands traits étaient depuis longtemps tracés.

Alors que la bataille pour la liberté d'expression, menée par les radios-libres est livrée depuis longtemps déjà, le projet du PS s'inscrit en faux, créant des barrières pour tenter de limiter cette expression. Il critique la conception des radios municipales avancée par le PCF, qui prévoit des radios aux mains des municipalités, où les points de vue du PCF s'exprimeraient au travers des associations qu'il contrôle (usagers, syndicats...) en se réservant la possibilité d'empêcher l'expression à celles qui ne seraient pas représentatives ; pour le PCF, on connaît ce que «représentativité» veut dire.

Le PS se déclare donc ouvertement contre les radios municipales. Mais qu'avance-t-il comme projet ? Des radios locales qui seraient créées autour d'associations à but non lucratif et pourraient être financées par de la publicité. Bien ! Mais ces radios devront se soumettre à une demande auprès de TDF et d'un conseil national de radio et de la télévision, où seraient représentés les partis politiques et les professionnels. Laquelle demande serait «révocable si l'association candidate ne se conforme pas aux dispositions législatives» ! Pour briser le monopole, enjeu de la bataille des radios libres, le PS n'a d'autres moyens que de faire appel à ceux qui contrôlent ce monopole ! Le PS est décidément... renversant !

P.C.

● Le PCF édite Chevènement

Un tract intitulé : «La stratégie du PS vue par un membre de son bureau exécutif» est actuellement diffusé en région parisienne. Il cite de longs extraits de l'article de Chevènement dans *Repères*, où celui-ci critiquait notamment «l'ambiguïté du Congrès d'Epinal», les choix du Congrès de Grenoble qui amenaient à «créer un rassemblement électoral attrape-tout dans une perspective social-démocrate». En bas de ce tract, en tout petit, la mention «édité par le PCF». On savait déjà que Chevènement avait des positions proches de celles de ce parti. Le PCF le souligne avec de gros sabots.

● Homélie papale

Dimanche, plusieurs centaines de milliers de personnes ont assisté à la cérémonie d'intronisation de Jean-Paul II. Dans son homélie, celui-ci a notamment déclaré : «N'ayez pas peur, ouvrez toutes grandes les portes au Christ, à sa puissance salvatrice, ouvrez les frontières des Etats, les systèmes économiques et politiques, les immenses domaines de la culture, de la civilisation, du développement». On retiendra surtout l'appel à l'ouverture des frontières au moment où se développent, dans les pays de l'Est, des mouvements pour l'application des accords d'Helsinki, notamment sur le point de la libre circulation des personnes et des idées.

La traduction de cette phrase à la télévision polonaise a sauté, officiellement à cause d'un incident technique.

● Rencontre Mitterrand - Bergeron

Mitterrand rencontrera jeudi prochain, André Bergeron secrétaire général de FO, et d'ailleurs membre du PS. Cette rencontre doit porter sur les problèmes de l'emploi et de l'indemnisation du chômage.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Nouvelles de Bretagne

De notre correspondant de St Brieuc

● Trains bloqués

Les populations se mobilisent contre les mesures de la SNCF tendant à la suppression de l'arrêt de nombreux trains dans leur gare.

Des trains ont été bloqués à Questembert (Le Quimper-Toulouse) et à Messac (le Paris-Quimper) par des centaines de personnes. Toutes les mesures de la SNCF (suppression des arrêts ou modifications des horaires) portent atteinte à l'économie locale, et désorganisent la vie de nombreux travailleurs qui étaient déjà contraints d'aller travailler à plusieurs dizaines de kilomètres de chez eux, à Rennes ou à Redon. Toutes ces mesures tendant à saboter le service public sont à rapprocher du rapport Guillaumat. Celui-ci prévoit la suppression de 3 000 gares sur un total de 4 200. Mais la riposte s'organise. Une réunion de coordination des comités de défense de 5 départements bretons aura lieu le 14 novembre.

● Grève à l'abattoir de Rennes

A la suite de la mise à pied d'un délégué CFDT, le personnel de la CEGF (entrepôt frigorifique de l'abattoir de Rennes) s'est mis en grève. Il revendique la levée des sanctions, l'extension des droits syndicaux, une autre organisation du travail.

● A Scaër (Finistère) : un CES et une école type «Pailleron»

Il a fallu 10 ans pour s'apercevoir que le bâtiment du CES et de l'école de filles de Scaër ne répondaient pas aux normes de sécurité. Les jours de grand vent, les panneaux de la façade tombaient. L'eau et le vent pénétraient. La résistance au feu était insuffisante. L'architecte et l'entrepreneur devront verser 2,5 millions à la commune. Mais pour un CES démoli, combien reste-t-il de «Pailleron» encore en utilisation aujourd'hui ?

● Rennes : loi anti-casseurs contre 8 militants syndicaux

Le 11 avril dernier lors d'une journée nationale d'action, le directeur du CHR de Rennes voyait son bureau occupé par les grévistes. De plus, ce pauvre homme voit son réfrigérateur vidé de sa boisson. C'est pour ce motif que la semaine dernière 8 militants syndicaux passaient au tribunal, inculpés au titre de la loi anti-casseurs ! C'est pour protester contre cette inculpation scandaleuse que plusieurs centaines d'hospitaliers et d'autres travailleurs venus les soutenir, manifestaient le jour du procès. Ils revendiquaient aussi le renforcement des effectifs et l'amélioration des conditions de travail. Jugement rendu le 6 décembre.

● A Bruz, près de Rennes grève de travailleurs portugais

Une quarantaine de travailleurs en majorité portugais, se sont mis en grève à Via-France, entreprise de travaux routiers. Leurs revendications portent sur les salaires, le pouvoir d'achat, les classifications.

● Rennes : les centres de tri en grève

Les centres de tri de Rennes se sont mis en grève pour protester contre le manque d'effectifs. La CFDT déclare que le gouvernement met la poste en état de non-fonctionnement. 400 emplois en plus demandés par la direction régionale pour 1978 n'ont même pas été accordés.

A Renault Véhicules Industriels

MOBILISATION CONTRE LES LICENCIEMENTS

De lourdes menaces pèsent sur l'emploi des 38 000 travailleurs de RVI (Renault Véhicules Industriels), la nouvelle société issue de la fusion intervenue entre la Saviem et Berliet. Dans le cadre de la restructuration, il est prévu une opération en deux temps par la direction : d'abord en décembre, ce sera «*adaptation des effectifs à la crise conjoncturelle*» ; la deuxième phase interviendrait en janvier ; elle aurait pour but également d'adapter les effectifs, mais cette fois, «*aux conséquences de la restructuration industrielle des divers moyens de production des deux sociétés fu-*

sionnées sous l'égide de la Régie.» Crise conjoncturelle, restructuration industrielle... Notions que les travailleurs ne connaissent que trop bien. Elles signifient à coup sûr mutations, déclassés, chômage partiel, licenciements... Pour l'instant, aucun chiffre précis n'a été avancé, mais la chose est sûre : il y aura de gros «*dégraissages*» dès avant la fin de l'année dans les usines de RVI.

Devant cette grave situation, la mobilisation a commencé à s'effectuer à l'usine Saviem de Blainville près de Caen. Les trois sections syndicales (CGT, CFDT, FO) se sont mises

d'accord, après de nombreuses réunions, sur une plate-forme commune qui exige notamment : 35 heures sans réduction de salaire, 5^e semaine de congés, abaissement de l'âge de la retraite, paiement des pertes de salaires dues au chômage... La semaine dernière déjà, un meeting a réuni environ 2 500 travailleurs devant le «*blockhaus*» (une des entrées de l'usine). Au cours de ce meeting, la question de la grève avec occupation de l'usine a été posée très largement par les travailleurs au cas où des mesures de chômage seraient annoncées sous une forme ou sous une autre. Les

sections syndicales ont invité les travailleurs à débattre de la situation et des nécessaires mesures à prendre pour lutter contre les funestes projets de la direction. D'ores et déjà, elles ont appelé à se tenir prêts pour «*une action de longue durée*».

La mobilisation est donc en marche à Blainville. Ces préparatifs de lutte ne sont pas sans susciter un grand intérêt pour tous ceux qui connaissent la Saviem. Cette usine (quasiment depuis sa création), c'est une usine-pilote, une de celles en France qui se trouvent presque toujours à la pointe de la lutte ; une usine où les travailleurs ont très souvent fait preuve d'une combativité exceptionnelle. Janvier 1968, mai de la même année, 1974, sont des dates marquantes dans l'histoire des luttes de la région et même, de la France. Tout dernièrement, au printemps, quand un commando de cadres attaquait le piquet de grève de Moulinex, plusieurs centaines de gars de la Saviem débrayaient aussitôt et se retrouvaient devant Moulinex en moins d'une demi-heure.

Dans l'immédiat, des contacts ont été pris avec les autres boîtes de la RVI pour se préparer à une lutte commune contre les licenciements qui ne font maintenant plus aucun doute.



2 500 travailleurs devant «le blockhaus» mercredi dernier. Au cœur des discussions : l'éventualité de la grève avec occupation.

Grève illimitée des marins

POUR L'EMPLOI, LE MAINTIEN DE LEUR STATUT

● L'action des marins qui avait débuté il y a environ deux semaines, s'est considérablement durcie depuis ce lundi. Le syndicat CGT qui a réuni ses militants en comité syndical national, en fin de semaine dernière, a appelé les marins, à la grève illimitée. Le syndicat CFDT de son côté, s'est prononcé pour un mouvement de 96 heures minimum. A ces mots

d'ordre concernant les marins, il faut ajouter celui concernant les officiers de la marine marchande qui sont appelés eux, par l'ensemble des syndicats CGT, CFDT et CGC, à 48 heures de grève ou de retard à l'appareillage. L'ensemble des navires (paquebots, cargos, cars ferry) à quai, dans l'ensemble des ports du pays, sont donc immobiles.

Le motif de ce mouvement : la décision des armateurs d'embaucher (dans un premier temps à l'intérieur des paquebots) de plus en plus d'équipages composés de marins du Tiers Monde, à des conditions de salaire, des conditions de travail, etc. inférieures à celles des marins français. Le «*souci*» sous-jacent à ce projet : améliorer la compétitivité de la flotte française par rapport aux compagnies étrangères notamment de l'Union soviétique.

Un tel projet a une conséquence immédiate : le licenciement de nombreux marins français qui se ferait dans le même temps.

Les marins français ne tombent pas pour autant dans le piège du chauvinisme : à condition qu'ils

gardent leur emploi, ils ne sont pas contre l'embauche de marins du Tiers-Monde en soi, mais contre l'embauche dans les conditions définies actuellement par les armateurs : car les salaires inférieurs, les conditions de travail déplorables imposées aux marins du Tiers-Monde, inacceptables, seraient en outre un premier pas vers une remise en cause d'ensemble des avantages acquis par les marins.

«*Le projet des armateurs vise l'ensemble des navires*» explique un responsable CFDT, «*mais se ferait dans un premier temps sur les paquebots où ils envisagent d'embaucher des marins indonésiens. Dans quelles conditions ? Prenons quelques exemples : la différence avec les*

salaires des marins français irait du simple au décuple. Il y aurait aussi une discrimination au niveau des congés : les marins français ont droit actuellement à 16,75 jours de congés par mois, après quatre mois d'embarquement (il faut préciser que, durant ces quatre mois, ils n'ont aucun jour de congés). Les travailleurs indonésiens auraient moins de congés et uniquement au bout d'un an d'embauche. Il faudrait encore parler des droits à la Sécurité sociale, à la retraite (55 ans pour les marins actuellement, vu la pénibilité du travail). Avec un tel système discriminatoire que nous refusons, nous allons nous retrouver à terme avec une flotte où la moitié des marins aura des conditions inférieures à

celles des marins français. Autant dire que, progressivement, les avantages acquis seront rognés pour l'ensemble des marins.»

Les marins exigent donc le maintien de leur emploi, de leurs avantages acquis, et le même statut pour les marins embarqués. Depuis le début de la grève, et en particulier depuis cette fin de semaine, les armateurs tentent par divers moyens de briser le mouvement.

C'est le chantage à l'emploi : «*Si vous continuez, vous allez tuer la boîte.*»

C'est la tentative de division : certains armateurs montent à bord des bateaux, pour expliquer aux marins que seuls leurs collègues des paquebots seront touchés, ce qui est faux à terme. Le mouvement continue.

Lycée Le Corbusier (Seine Saint Denis)

«NOUS VOULONS QUE TOUT CHANGE !»

● «Fabrique de chômeurs». Cette inscription, en immenses lettres blanches sur les murs de brique du LEP d'Aubervilliers, interpelle les habitants de cette ville de la banlieue parisienne. Cette inscription, les lycéens l'ont écrite, ainsi qu'une autre rebaptisant leur établissement «La Bavure, lycée sinistré», pendant la lutte, qui dure depuis la rentrée, et touche de nombreux autres établissements de la Seine Saint Denis. Sur la façade des

L'action a démarré à l'initiative de quelques professeurs qui ont organisé des débrayages en reprenant les consignes de leurs syndicats, puis ont regroupé les 44 élèves non ré-inscrits pour leur faire cours, malgré tout.

A deux ou trois élèves par table, la situation s'est rapidement révélée insupportable. Il fallait aller plus loin. Des délégations au rectorat ont été envoyées, et n'ont rien donné.

Une question se pose alors aux éléments actifs de la lutte : il faut chercher les moyens de se faire entendre et obtenir satisfaction.

La retenue du proviseur est donc organisée par les professeurs et les lycéens. Mais il faut se rendre à l'évidence : le proviseur est impuissant à satisfaire les revendications : il ne sert à rien ! Les protagonistes de l'action le «destituèrent» donc.

C'est alors que M. Beullac déclarait, serein : «La rentrée s'est passée, ma foi, fort bien... à part quelques bavures». C'est la goutte qui fait déborder le vase ! Devant un tel cynisme «on s'est senti concerné, en tant que bavure» comme nous l'explique un lycéen. C'est à cette occasion que le lycée est rebaptisé...

Dans les AG quotidiennes, la volonté de durcir l'action se fait jour, l'occupation est un des ces moyens. Pour aller plus loin, et tandis que les professeurs plus ou moins divisés soutiennent l'occupation, une assemblée est convoquée avec les parents pour faire — pourquoi pas — l'unité.

La position de l'APE (Cornec) est nette : c'est le refus d'occuper ; néanmoins certains parents occuperont quand même avec leurs enfants, et des professeurs.

Le mouvement se poursuit, à l'occasion, on retient un inspecteur académique en ballade, accompagné d'un chef des travaux, mais eux non plus ne servant à rien, sont expulsés sous les quolibets de la joyeuse assistance. Désormais, l'administration n'a plus droit de cité. Les lycéens se sentent maintenant chez eux. Conscients que le mouvement n'aboutira pas rapidement, ils s'installent et mettent en place un nouveau fonctionnement du lycée, notamment à la cantine pour alléger les tâches du personnel. Parallèlement à l'occupation, la popularisation est organisée sur la ville entre autres à l'occasion d'une quinzaine commerciale en se saisissant du micro.

Peu à peu la nécessité de «viser plus haut» apparaît. Les «bavures» de Beullac entrent, aux yeux des lycéens, dans un plan d'adaptation de l'école à la crise. Cette réflexion est apparue alors que les lycéens constatent : «Le mouvement s'essouffle parce qu'on pensait perdre des cours et compromettre aussi nos chances de réussite aux examens». Mais, se penchant sur les résultats des années précédentes où 70 à 80 % d'entre eux ont été recalés, ils se posent la question de la «poursuite» des cours dans ces conditions. C'est l'occasion d'une réflexion

bâtiments administratifs, une banderole signale, d'autre part, que le bahut est occupé. La lutte, les lycéens l'ont engagée contre les mesures Beullac, qui bloquent tous crédits et se manifestent sur «Le Corbusier» par la suppression d'une terminale F1 (technique), des postes de professeurs non pourvus, des classes surchargées, et partout des élèves précédemment admis à redoubler qui se retrouvent à la rue...



plus approfondie sur l'école. «On apprend à basser, à faire nos quarante heures par semaine, mais en fait quand on arrive dans une boîte, il faut tout réapprendre. On a fait dix ans d'études pour rien». Le rôle idéologique de l'école apparaît : former des ouvriers dociles. «L'école est à l'image de la société» disent les lycéens, «Si on change la société, l'enseignement sera à l'image de cette société». «Nous voulons que tout change» affirment-ils. Mais pour ce faire, ils conviennent qu'eux, lycéens, ne pourront le faire seuls. Dans ce cadre, ils posent la question de l'unité avec les travailleurs, qui peut se faire sur une base commune : le chômage. Nombre de travailleurs y sont confrontés, et le refusent, et les lycéens eux-mêmes, ne le seront-ils pas dans un proche avenir ?

Pourtant les lycéens ne comptent pas sur les direc-

tions syndicales pour favoriser cette unité.

En effet, ils ont vu les directions syndicales de professeurs à l'œuvre, et pour eux «à la tête des syndicats, ce sont les gens qui veulent survivre dans le système» en se prévalant du fait que les syndiqués leur délèguent des pouvoirs.

Mais ils ont vu, aussi certains de leurs professeurs se battre contre cela ; et c'est confiants dans le débat qui se mêne chez les travailleurs, qu'ils entendent tisser l'unité avec eux. Mais c'est bien sur les liens directs qu'ils pourront avoir avec les travailleurs qu'ils comptent essentiellement. C'est dans cet esprit qu'ils ont décidé de participer à la manifestation du 25 octobre prévue par les syndicats dans le cadre des journées d'action des PTT.

Correspondant

Lycée Rabelais (Saint Briec)

LA LUTTE CONTINUE !

Depuis plus d'une semaine, les lycéens de «Rabelais» mènent une lutte résolue contre les mesures d'austérité Beullac-Soisson dénonçant cette politique qui vise à «une dégradation complète de l'enseignement» et à la liquidation du sport scolaire.

Au cours de cette semaine de grève, le profond mécontentement des lycéens et leur combativité se sont exprimés au travers d'actions dures allant de l'occupation des locaux administratifs, du blocage de l'entrée de l'inspection académique, à des manifestations d'ampleur (l'une d'elles à laquelle s'étaient joints les autres établissements de la ville a regroupé près de 2 000 personnes).

Parallèlement, les lycéens ont pu mesurer le mépris manifesté par l'Inspection Académique face à leurs revendications : l'inspecteur convoqué à une table ronde (enseignants-élèves-parents-administration) non seulement a refusé de s'y rendre, mais de plus a interdit au proviseur d'y participer.

Tout au long de la semaine, les lycéens ont tenu de manière autonome des AG. Des commissions ont été mises en place (Ecole, Sport, nucléaire...), témoignant de leur volonté de s'interroger sur la nature de l'Ecole et d'ouvrir le lycée sur l'extérieur.

Cependant, malgré cette autonomie dans l'action, le mouvement lycéen à Rabelais ne s'est pas doté d'une organisation structu-

rée suffisamment efficace. Il est conscient de cette faiblesse et va y remédier en mettant sur pied un comité d'Action.

Dans cette lutte, à leur initiative, les lycéens ont reçu le soutien des syndicats d'enseignants et jusqu'à ces derniers temps, des Fédérations de parents. Néanmoins ces derniers, depuis quelques jours essaient de saboter le mouvement, appelant à la reprise des cours, et demandant aux profs de faire des heures supplémentaires pour régler le problème !

Ces tentatives de récupération n'altèrent en rien la combativité des lycéens. Certes, ceux-ci ont décidé la reprise à la fin de la semaine pour écarter les

risques d'essoufflement du mouvement, mais ils sont bien décidés à poursuivre la lutte par la suite sous d'autres formes. Le Comité d'Action qui va se constituer est bien décidé à poursuivre la mobilisation. De leur côté les enseignants projettent d'organiser des cours sauvages avec des maîtres auxiliaires en chômage.

Quoique le mouvement ne se soit pas étendu pour l'instant aux autres établissements, (mis à part la participation solidaire aux manifestations), il faut noter cependant que l'idée de la mise en place de Comités d'Action commence à s'y développer.

Correspondant
Saint Briec

LA CARTE D'ABONNE AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT

A un abonnement à

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCRml
 - Pékin information
 - La Chine en construction
 - Réception du Manifeste pour le Socialisme
- et à un livre ou un disque au choix (pour chaque réabonnement, un cadeau supplémentaire au choix)

PARMI LES LIVRES

— LE TOME V DE MAO TSE TOUNG

ou

- La France de 68 (A. Delale et A. Ragache)
- 500 affiches de mai 68
- Kuo Mo Jo : poèmes de 1921 à 1964 traduits par Michelle Loi
- Adieu camarades (Roger Pannequin)
- Argentine : Révolution et contre révolution (F. Gèze/A. Labrousse)
- Salaire aux pièces (Miklos Harastzi)
- Ecoles rurales, quel avenir (Collectif «école formation» de Grenoble)
- Nucléaire danger immédiat (CFDT) et électronique danger (groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire).

PARMI LES DISQUES

- L'homme qui regarde son pays d'exil (Higinio Mena, chants argentins)
- Chants anti-nucléaires (Comité régional d'information et de lutte anti-nucléaire de Basse Normandie) et Argentine Solidarité (COBAS)
- Poèmes chantés de Palestine, Syrie et Tunisie (Hedi Guella)
- Ils se meurent nos oiseaux (disque édité en soutien aux luttes des bretons frappés par la marée noire).

LIBRAIRIES

Arras	2 quai amiral Lalande
Librairie Brunet	Lille
21 rue Gambetta	Librairie populaire
Aix en Provence	40 rue de Guesdes
Librairie quotidienne	Lyon
5 rue Félibre Gault (10 %)	Librairie populaire
Besançon	226 rue Duguesclin (3*)
Lib. Les sandales	(10 %)
D'Empédocle	Metz
Place Victor Hugo	Librairie Géronimo
138 Grande rue (10 %)	Rue du Pont des Morts
Bourges	(10 %)
Lib. Nathanaël	Montluçon
4, cours Avaricum	Le bouillon de culture
Brest	15 rue Barathon (10 %)
Lib. Graffiti (10 %)	Nice
Place Saint Louis	Le Temps des Cerises
Caen	50 bd de la Madeleine
La Licorne (10 %)	(10 %)
Rue Froide	Nantes
Clermont Ferrand	Librairie 71 (10 %)
Lib. Jean Rome (10 %)	50 bd de la Madeleine
1 rue des Gras	Orléans
Evreux	Les temps modernes
Lib. Dubois-Dehayes	rue N.D. de Recouvrance
rue Chartraine (5 %)	(5 %)
Grenoble	Quimper
Le livre ouvert	Calligrammes
Cours Fontaine (10 %)	23 rue du Sallé (10 %)
La Rochelle	Perpignan
Lib. La Genette (5 %)	Le Futur antérieur
Rue Rougemont	5 rue du Théâtre (10 %)
Le Mans	Reims
Lib. La Taupe (10 %)	Le grand jeu
	20 rue Colbert

CINÉMA

Paris	Le Canut
Saint-Séverin	32 rue Leynaud (1**)
12 rue Saint Séverin (5*)	Tarif étud.
Tarif étudiant : 10 F	Nancy
La Clef	Art et Essai cameo
21 rue de la Clef (5*)	16 rue de la Commanderie
Tarif étud.	Tarif étud : 10 F
Seine Cinéma	Metz
8 rue Frédéric Sauton (5*)	Ciné 35 - Le Pax
Châtelet-Victoria	31 rue de Verdun
19 rue Victoria (1**)	Perpignan
Tarif étud.	Art et Essai
Lyon	Le cinématographe
Cinématographe	8 rue d'ena
44 cours Suchet (2*)	Strasbourg
Tarif collect.	Le Club
(5 tickets : 40 F)	3 rue du Vieux
	marché aux vins

Nom (en capitales)

Prénom

Ville

Date :

Abonnement normal 350 F

Abonnement de soutien 600 F

... F

Mode de versement : — en une fois — en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.

Decoupez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75824 Paris Cédex 19.

Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

Ce mercredi, le ministre des Affaires étrangères soviétique Gromyko arrive à Paris. A cette occasion, le dissident soviétique réfugié en France Victor Fainberg fait pour le *Quotidien du Peuple* le point sur la situation de la répression et des mouvements d'opposition en Union Soviétique. Hier, il a déjà montré dans nos colonnes comment la vague de procès de l'été dernier, avec les lourdes condamnations prononcées, n'a pas arrêté la lutte, bien au contraire, et comment, aujourd'hui, la contestation tend à dépasser les rangs de l'intelligentsia pour s'étendre à de larges couches populaires, et notamment à la classe ouvrière.

INTERVIEW DE VICTOR FAINBERG

Dissident soviétique

(suite)

Propos recueillis par J. et A. FECLAZ (Traduit par nos soins)

— *Qu'en est-il du mouvement des nationalités opprimées aujourd'hui ?*

Notre Mouvement est lié au mouvement national. Ce sont deux aspects d'un seul et même processus révolutionnaire, parce que la différence entre notre Mouvement et le mouvement national, c'est que le mouvement national défend les intérêts de la Nation, et nous, avant tout, la lutte pour les droits de l'individu. Mais l'un et l'autre, ne sont pas opposés, parce qu'il est indispensable de défendre, non seulement l'individu, mais aussi la société nationale et ethnique qui regroupe ces individus, la Nation, la Nationalité etc. C'est pourquoi, non contents d'avoir de bons contacts avec le mouvement national, certains des nôtres sont en même temps des leaders nationaux, comme par exemple Mustapha Djemilev ou le général Grigorenko. Les manifestations spontanées du caractère national et patriotique se sont aujourd'hui développées, sont devenues plus redoutables pour le pouvoir, par exemple en Lituanie, en Géorgie, en Arménie. C'est aussi un indice. Au

sein du Mouvement, je pense qu'il y a là une grande réserve et un grand espoir pour le développement du mouvement de la classe ouvrière. On ne peut pas bien sûr, s'attendre à un développement large rapidement, ça dépend aussi de l'aide de l'Occident ; par exemple, le syndicat de Khlébanov espérait avant tout l'aide de l'Occident, mais il n'a pratiquement rien reçu. A part la Conférence de presse qui a eu lieu en février, qui a montré en France et dans le monde entier que les syndicats français se prononçaient pour la défense des droits de tous les travailleurs. En fin de compte, en tant que démonstration du point de vue des syndicats français, ce fut une très bonne chose, du point de vue de la publicité. Du point de vue de l'aide aux syndicats soviétiques, elle n'a eu aucune suite.

La propagande anti-sémite

Une autre conséquence de ces procès, c'est le renforcement de la propagande anti-sémite dans la presse soviétique, qui était déjà sensible depuis longtemps, et s'est particulièrement accrue

ces dernières années. Ceci est très intéressant : l'ancienne propagande anti-sémite, n'avait plus aucun effet auprès du peuple, sinon d'agacer les gens. Il ne s'agissait même plus de mots vides de sens, ce n'était plus que du bruit, des sons.

Aujourd'hui, ils transforment cette propagande pour rallumer les sentiments nationalistes et chauvins, comme avant et pendant la Révolution, et jusqu'en 1965.

Aujourd'hui, au cours des derniers six mois, sont ressortis des articles dans ce sens, par exemple dans *Ogoniok* et la *Komsomolskaïa Pravda*.

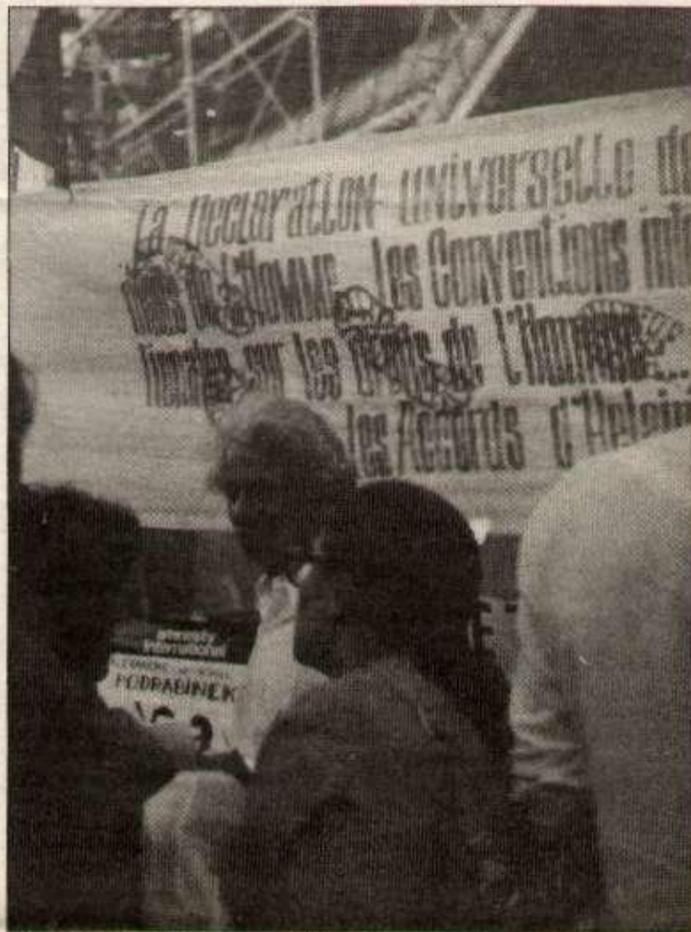
Une tentative pour liquider physiquement les dissidents

A mon avis, le pouvoir soviétique a lui-même évalué les succès du Mouvement en cours de ces dernières années. La résolution secrète qu'a prise le Politburo sur la liquidation physique des dissidents à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union soviétique a connu, comme nous le voyons, un début d'exécution, par l'intermédiaire des services secrets : la tentative de liquider les dissidents bulgares. Il est clair qu'ils ont choisi le pays le moins connu et le moins important du bloc des pays de l'Est, pour mettre à l'épreuve et évaluer les réactions de l'opinion publique. Je ne pense pas que ces réactions aient été à la hauteur ; presque personne n'a remarqué ces assassinats, il n'y a pas eu une seule manifestation, aucune déclaration de quelque sorte, qu'elle vienne des autorités ou d'organisations des pays occidentaux. Je pense que c'est très dangereux ; ces assassinats sont aussi la conséquence des échecs des gouvernements...

— *Certains dissidents avaient placé un grand espoir dans la Conférence de Belgrade et l'opposition des gouvernements occidentaux à la politique soviétique. Qu'en est-il aujourd'hui ?*

— V. Fainberg : Il y a eu un certain nombre d'interviews avant Belgrade. Je me rappelle Boukowski et Pliouchtch : quand on leur avait demandé quels espoirs ils mettaient dans Belgrade, Boukowski avait répondu aucun, et Pliouchtch, qu'il était trop tôt pour en parler... Amal-

«Belgrade, c'est Munich»



Victor Fainberg au cours d'une intervention cet été devant Beaubourg à Paris.

rik, dans une interview récente, a qualifié Belgrade de «Waterloo». Pour moi, ça n'a pas été Waterloo, ce serait faire un trop grand honneur aux délégations occidentales que de comparer leur rôle à celui qu'ont eu la vieille Garde française ou le Maréchal Ney ; c'est, à mon avis, injurier la vieille Garde et le Maréchal Ney. Ça n'a pas été Waterloo, ça a été Munich.

La capitulation de Belgrade : un encouragement à la répression

Ça a été Munich, et il me semble que, bien que les délégations occidentales aient exclu, sous la pression soviétique, toute référence aux droits de l'Homme dans les documents signés ; cependant, certains ont pris des engagements au cours de la discussion. Certaines délégations, hollandaise, américaine, anglaise, ont défendu le principe de l'observation des accords signés sur les droits de l'Homme. Et leur insuccès, leur capitulation, ont laissé quelques empreintes sur leurs actions futures. Le fait que, aux yeux de l'opinion progressiste occidentale, ils n'ont pas rempli leurs promesses, les a contraints à prendre certaines initiatives : cela a contribué à ce que le président Carter réagisse plus vigoureusement aux procès. La Conférence de Belgrade et ses conséquences pratiques ont contribué à faire apparaître plus clairement que la seule méthode pour sauver les innocents condamnés en URSS et aider les groupes Helsinki, est une opposition plus dure aux positions de l'Union soviétique. Parce que l'opposition de salon, dont ils

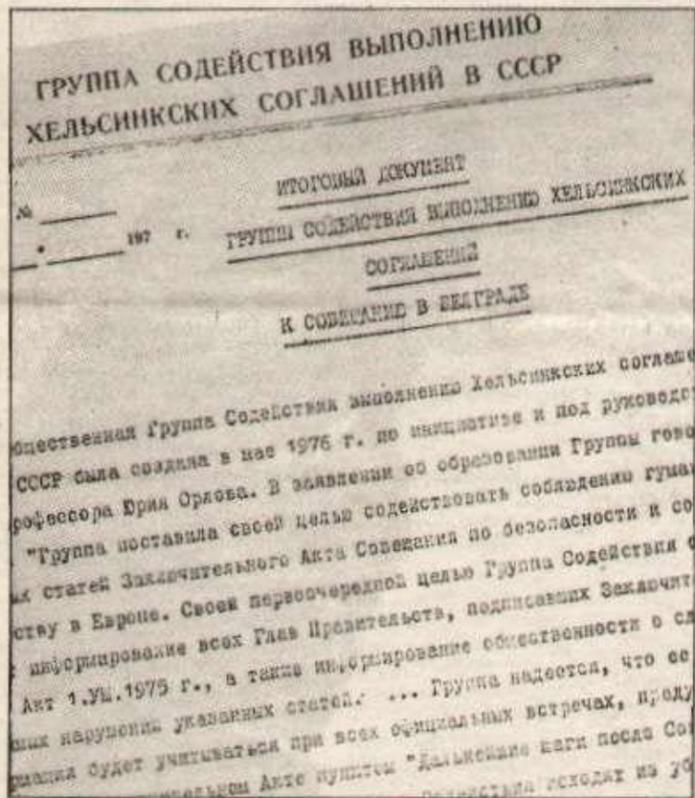
ont fait preuve à Belgrade, n'a fait qu'encourager l'ouverture des procès contre la dissidence. Voilà, à mon avis, une des raisons des réactions de Carter, reflétant, bien sûr, l'avis de la partie progressiste de l'opinion américaine.

Une politique extérieure plus agressive

Et l'autre raison, selon moi, c'est que, au cours de l'année qui vient de s'écouler, l'URSS a développé une intense politique étrangère en Afrique, au Moyen-Orient et dans d'autres régions du monde, en Extrême-Orient aussi. Cette intense activité, qui a revêtu un caractère nettement agressif, s'est déroulée en même temps que les procès à l'intérieur du pays ; cela prouve à l'Occident, de la façon la plus élémentaire, le lien entre la répression à l'intérieur et l'expansionnisme à l'extérieur, dans le cadre du renforcement de la militarisation en URSS. C'est pourquoi l'Occident a déjà commencé à regarder vers l'URSS de façon bien plus rationnelle, sans lunette noire. Et enfin, cela explique la décision des législateurs américains de refuser la vente d'un ordinateur. En ce qui concerne la vente de matériel pour les forages pétroliers, les législateurs se sont fortement opposés aux firmes qui fabriquent ce matériel. Je ne parle que de la politique de Carter, qui me paraît plus conséquente, ou plutôt plus intelligente que celle de la plupart des pays occidentaux, comme la France ou l'Allemagne Fédérale.

A suivre

Les intertitres sont de la rédaction.



Un des documents du Groupe social pour le respect des Accords d'Helsinki en URSS, fondé par le Professeur Orlov. Ici, sur un papier de Belgrade.

Points de repères

LA PRESENCE SYRIENNE AU LIBAN : POURQUOI ? (2)

Le but de la Syrie n'était pas, à l'époque, de liquider totalement la résistance palestinienne mais de lui assener des coups suffisants pour la placer sous son contrôle et lui imposer ainsi qu'aux forces patriotes libanaises, son projet de fédération. Ce projet syrien, se précise en août 1976, il se propose de réunir dans une même fédération la Syrie, le Liban, la Jordanie et une partie de la Palestine occupée en 1967 : la Cisjordanie. Le rapprochement entre la Syrie et la Jordanie s'est fait durant l'été 1975. Un commandement militaire unique a été formé et des discussions ont porté sur une représentation unique pour les deux pays à l'étranger.

En intervenant au Liban, la Syrie cherchait à s'imposer dans la région comme le seul interlocuteur valable vis-à-vis des grandes puissances en vue d'un règlement global au Moyen Orient. Pour cela cédant sur ce point aux exigences américano-sionistes, elle s'est engagée à mater la Résistance Palestinienne et les forces patriotiques libanaises. L'URSS ne réagit pas contre cette initiative, escomptant toujours s'appuyer sur la Syrie pour

disputer aux USA leur influence dans la région. Le social-impérialisme soviétique profitant du rapprochement syro-jordanien va même entamer des discussions avec Hussein pour lui livrer des armes. En 76, poursuivant sa tactique de règlement global au Moyen Orient, l'URSS appelait à nouveau à la réunion de la conférence de Genève, en envisageant que l'OLP discute avec Israël.

Face à ce projet syrien de fédération et à son offensive militaire au Liban pour l'imposer, la Résistance Palestinienne et les patriotes libanais opposèrent une vive résistance qui devait causer de lourdes pertes aux troupes syriennes.

Malgré l'héroïque résistance, le camp palestinien de Tell El Zatar devait tomber aux mains des phalangistes le 12 août 1976, après 50 jours de siège. En septembre, les forces syriennes renforcent leur contrôle sur le pays en s'emparant des principales localités de la montagne libanaise.

Une résistance farouche se déroule à Bhamdoun Aley et Saïda, faisant subir de lourdes pertes aux forces syriennes. C'est ce qui amène les pays arabes à

interrompre leur aide financière à la Syrie.

CRÉATION DE LA FORCE ARABE DE DISSUASION

La force de la résistance palestinienne et celle des patriotes libanais eurent pour effet d'amener la Syrie à négocier en vue d'un accord, les pressions des autres pays arabes allant dans le même sens.

L'accord de Ryad, signé le 16 octobre 1976, marque un tournant dans l'intervention syrienne au Liban, car il réaffirme la légitimité de la présence palestinienne au Liban sur les bases de l'accord du Caire de 1969 et reconnaît l'OLP comme unique et légitime représentant du peuple palestinien. Au delà du cessez-le-feu, les représentants de la Syrie, de l'Égypte, du Koweït, de l'Arabie Saoudite, du Liban et de l'OLP acceptent la création d'une force de paix arabe composée de 30 000 hommes placés sous le commandement du Président Sarkis, et destinée à faire appliquer le cessez-le-feu conclu de fraîche date. Mais cet accord prévoit également la confiscation de l'armement lourd, celui des milices fas-

cistes mais également celui des forces palestiniennes. L'ambiguïté apparue sur le rôle désormais dévolu aux troupes syriennes, devait se préciser par la suite lorsqu'après de laborieuses négociations qui se prolongèrent pendant tout le mois de novembre, la force arabe devait être dominée par les 22 000 soldats syriens qui la composaient pour 7 000 soldats d'autres pays arabes.

Le compromis accepté à Ryad par la Syrie montre les limites de l'offensive syrienne, limites imposées par l'ampleur de la résistance et par la réaction des pays arabes qui émettent des conditions à la présence syrienne et diminuent ses prétentions dans la région. D'autre part, la Syrie sait qu'elle ne peut aller trop loin dans sa tentative de mainmise sur le Liban sans remettre en cause l'équilibre nécessaire à sa présence, entre les forces réactionnaires et les forces palestino-progressistes, elle doit également tenir compte de l'État sioniste qui ne peut tolérer un Liban totalement contrôlé par la Syrie.

Frank ROUSSEL

(à suivre)

PROGRAMME TELE

Télévision : grève de solidarité mardi aux employés de la SFP

Les employés de l'ensemble des sociétés de télévision étaient en grève totale ce mardi, en soutien à leurs camarades de la Société Française de Production mobilisés depuis plusieurs semaines contre les projets de démantèlement de la SFP et les menaces de chômage en conséquence qui pèsent sur eux. Les réalisateurs, journalistes et techniciens s'associaient à ce mouvement. Lecat, ministre de la Communication, devant la mobilisation, s'est cru obligé de déclarer que «le gouvernement n'a aucun projet de démantèlement de la SFP et que le redressement de la SFP est encore possible si chacun sait adopter l'attitude «le gouvernement n'a aucun projet de démantèlement l'avenir». Voilà qui ne dément pas et pour cause les menaces de démantèlement.

Mercredi 25 octobre

TF 1

18 h 55 - Les Mohicans de Paris
19 h 15 - Une minute pour les femmes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - L'inconnu de 19 h 45
19 h 55 - Tirage du Loto
20 h 00 - Journal
20 h 35 - L'inspecteur mène l'enquête
22 h 05 - SOS Enfants. Les enfants qui dérangent
23 h 10 - Gymnastique : Championnats du monde
23 h 40 - Journal et fin

A 2

18 h 35 - Des chiffres, des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Top Club
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Muppet show
21 h 05 - Mi fugue, ni raison, Bateleurs et baladins
22 h 20 - Miroir du temps présent. Cosmo-destination planète-femme.
23 h 20 - Journal et fin

FR 3

18 h 55 - Tribuns libre, Alfred Fabre-Luce
19 h 10 - Informations
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Télévision régionale
19 h 55 - Il était une fois... l'homme
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Le voyage de Salim, Film TV avec Djelloul Beghoua
22 h 00 - Soir 3

Le voyage de Caramanlis

Problèmes de l'élargissement de la CEE

Venant de Rome, le premier ministre grec, Caramanlis est arrivé lundi à Paris, avant de se rendre à Dublin. Au centre des discussions qu'il doit avoir avec Giscard, se trouve le problème de l'intégration de la Grèce dans la CEE, reportée ces derniers temps.

Certains problèmes politiques restent en suspens à propos de cette adhésion, la communauté ne souhaitant pas se voir impliquée dans le conflit gréco-turc à propos de Chypre ; certains pays soumettent l'adhésion de la Grèce à l'amélioration des rapports gréco-turcs.

D'autres problèmes subsistent également en ce qui concerne le délai de l'intégration totale de la Grèce au Marché commun. Ce qui est lié à la candidature de l'Espagne et du Portugal, présentées après celle de la Grèce. La CEE est favorable à ce que la Grèce ne soit intégrée dans la politique agricole commune, qu'au terme d'une période de transition. Période dont les dirigeants grecs ne veulent pas.

Les Neuf s'inquiètent du précédent que constituerait l'adhésion immédiate de la Grèce, sur la base de concessions faites par les Neuf ; ce qui pourrait amener les deux autres pays candidats à formuler des exigences semblables.

C'est pour pallier à ces problèmes posés à la CEE que Giscard proposait sa commission de trois sages qui seraient chargés d'étudier les conséquences de l'intégration des trois pays candidats. Ce qui marque une volonté de régler globalement la question des trois pays. Le gouvernement grec ne l'entend pas de cette oreille, et souhaite l'adhésion rapide de la Grèce, sans attendre que soient réglés les préalables concernant les deux autres candidats.

• Pujade reprend du service : l'ancien leader du groupuscule réactionnaire, «Union de défense des libertés», voudrait proposer un référendum qui remettrait en cause le droit de grève dans les services publics. On ne s'attendait pas à moins de sa part.

● Combats à la frontière cambodgienne

Radio Hanoï a affirmé, lundi, qu'un «soulèvement général» a éclaté au Cambodge. Selon la radio vietnamienne, des unités de l'armée cambodgienne se seraient rebellées, et établiraient leur jonction avec «les forces insurrectionnelles». Toujours selon cette même radio, aucune troupe vietnamienne ne serait bien sûr partie prenante de cette offensive. En fait, s'il est indéniable que des combats se déroulent en ce moment dans la région du Bec de Canard, tout porte à croire qu'ils sont la conséquence de l'agression vietnamienne, une agression prévue pour le début de la saison sèche et effectivement mise en œuvre à ce moment là, il y a une semaine. Dans les milieux diplomatiques du Sud-Est Asiatique, on s'étonne des affirmations de Radio Hanoï, dans la mesure où les dirigeants vietnamiens déclaraient jusqu'ici «ne pas avoir le contact avec les rebelles cambodgiens».

ERYTHRÉE : L'OFFENSIVE ETHIOPIENNE STOPPÉE

Le Front Populaire de Libération de l'Erythrée, annonce qu'il a repris le 6 octobre dernier le village de Digs, situé sur les hauts plateaux au Sud d'Asmara. Ce village avait dû être abandonné par le FPLE, lors de l'offensive éthiopienne de juillet - août dernier.

LE FRONT POLISARIO LIBERE LES PRISONNIERS POLITIQUES CIVILS MAURITANIENS

Ainsi que l'a annoncé son secrétaire général, Mohamed Abdelaziz, le Front Polisario est prêt à libérer

les civils mauritaniens qu'il détient prisonniers, 350 détenus ont ainsi déjà été libérés.

LES PORTE-PAROLE DE LA CHARTE 77 RECLAMENT UNE AMNISTIE POUR LES DÉTENUÉS

A l'occasion du 60^e anniversaire de la fondation de la république tchécoslovaque, le 28 octobre, les porte-parole de la Charte 77 demandent au président Husak de prononcer une amnistie générale, et ils protestent contre la détention de Joroslav Sabata, un autre porte-parole de la Charte arrêté le 1^{er} octobre, alors qu'il se rendait à la frontière polonaise pour y rencontrer des membres du Comité d'Auto-défense polonais (KOR).

● Nuage rose à Sévés

Les habitants du village de Seveso (Italie) ont bien cru à une réédition du sinistre nuage qui avait causé la mort de plusieurs d'entre eux voici deux ans, lorsque samedi dernier, un nuage rose s'est abattu sur leur localité. Un moment de panique a marqué cette apparition imprévue. Ce nuage rose serait dû à une défaillance dans une proche usine de colorants. Une enquête est en cours, pour déterminer les éventuels risques du nuage.

● Bar Lorforgé : grève générale contre 76 licenciements

Bar Lorforgé : une entreprise qui fabrique des pièces pour l'automobile, la SNCF, le nucléaire. En septembre 1978, son usine de Pantin fermait ses portes, mettant au chômage 48 personnes. Aujourd'hui, ce sont les travailleurs de l'usine de Custines près de Nancy qui sont menacés. Sur 76 licenciements demandés par la direction, 55 ont été autorisés par l'Inspection du Travail. Aussitôt cette décision connue, les travailleurs ont arrêté le travail depuis mercredi après-midi.

● Côtes-du-Nord : les producteurs de porc envisagent des actions dures

Face à la crise du porc, la FDSEA et le CDJA des Côtes-du-Nord, premier département producteur de France, sont passés de la concertation à une opposition dure au gouvernement. Après la rupture des relations avec les pouvoirs publics, la FDSEA et les coopératives prônent des actions devant revêtir les formes les plus dures. Le but essentiel à atteindre est la suppression des montants compensatoires monétaires avec les autres pays européens, qui entraînent une faiblesse de la France avec la Hollande et l'Allemagne.

Le traité sino-japonais

● UNE VICTOIRE POUR LA PAIX ● UNE DEFAITE POUR BREJNEV

Le traité sino-japonais que doit signer solennellement Teng Siao-ping au cours de sa visite actuelle au Japon a été conclu à Pékin le douze août. Cette signature a pu se faire à la suite de longues négociations, le projet de ce traité de paix et d'amitié entre les deux pays étant dès le début vivement combattu par l'URSS.

Entre la Chine et le Japon, il s'agissait d'abord de signer un traité de paix, aucun traité en effet n'avait été signé entre les deux pays depuis la seconde guerre mondiale, au cours de laquelle le Japon, partie prenante du bloc fasciste avait occupé la Chine. La Chine tient donc à normaliser ses relations avec le Japon : le processus commence en 1972 lors de la visite du premier ministre Tanaka qui aboutit à une déclaration conjointe et à un projet de traité. La normalisation commence donc à cette période où la Chine sort du relatif isolement où l'impérialisme avait pu la confiner, entre à l'ONU et établit des relations avec un nombre grandissant de pays.

Progressivement, le projet de traité sino-japonais va prendre un sens différent. En effet, alors que, battu en Indochine, l'impérialisme US recule en Asie du Sud-Est, le social-impérialisme commence à montrer ses visées hégémoniques dans cette région du monde : dès 1971, il intervient dans le sous-continent indien en soutenant et en armant le régime d'Indira Gandhi dans la guerre du Bengla Desh. Il développera son influence en Indochine par la suite, particulièrement au Vietnam.

A l'égard du Japon, impérialisme secondaire à l'économie puissante, le social-impérialisme développera une offensive sous plusieurs formes : il refuse de rendre les quatre îles Kouriles du Nord et il refuse de négocier à ce sujet. Il renforce son implantation, y compris son implantation militaire. En ce qui concerne la délimitation des zones économiques maritimes, Brejnev refuse également de négocier et envoie ses chalutiers piller les zones de pêche des pêcheurs japonais. Cette attitude brutale s'accompagne de diverses pressions militaires : violation des eaux territoriales et de l'espace aérien japonais. En même temps l'URSS multiplie les propositions de «coopération», par exemple en ce qui concerne la mise en valeur de la Sibérie, pour enchaîner également le Japon par des liens économiques.

Dans cette mesure, on comprend mieux la valeur et l'importance de la «clause anti-hégémonique» du traité que la Chine et le



Le Vice-Premier ministre chinois Teng Siao-ping accueilli à son arrivée à Tokyo par le ministre des Affaires étrangères Sunao Sonoda

Japon viennent de signer. Cette clause est formulée ainsi : «Les parties contractantes déclarent qu'aucune d'elles ne doit rechercher l'hégémonie dans la région de l'Asie et du Pacifique ou dans une autre région quelconque et que chacune d'elles s'oppose aux efforts tentés par tout autre Etat ou groupe d'Etats pour s'assurer une telle hégémonie». Cependant le traité n'est nullement dirigé contre l'URSS, puisqu'il est précisé : «Le présent traité n'affectera la position d'aucune partie contractante quant à ses relations avec les pays tiers».

Cependant l'URSS a réagi violemment : qui se

sent morveux se mouche ! Le traité d'amitié sino-japonais, le développement de relations amicales et de relations économiques entre ces deux pays gêne l'URSS qui veut développer son influence sur le Japon et isoler la Chine. Pendant les années de négociations, Brejnev va multiplier les pressions et les menaces contre le traité, ce qui, au moment de la conclusion, le changement est encore plus brutal et direct. Ainsi l'ancien ambassadeur d'URSS au Japon déclarait : «Nous considérons tout traité contenant une clause anti-hégémonie sous quelque forme que ce soit comme un acte hostile à l'égard de l'Union soviétique». Le

21 juillet, un commentateur des Izvestia allait jusqu'à dire qu'en cas de signature «le gouvernement soviétique serait obligé de prendre certaines mesures défensives à l'égard du Japon dans les domaines économique, scientifique, technologique et militaire».

Malgré les attaques dont il a été l'objet et les tentatives de déformation de ses buts, le traité sino-japonais, premier acte diplomatique incluant une clause anti-hégémonique n'en est pas moins réellement une contribution importante à la cause de la paix, largement appréciée comme elle dans le monde entier.

J.P. CHAMPAGNY

Lainière de Roubaix

Salaires, conditions de travail LES MANUTENTIONNAIRES EN LUTTE

● Depuis jeudi après-midi, la majorité du personnel de la manutention, après un vote à l'unanimité, s'est mise en grève totale suivie par les ouvriers de l'équipe de nuit et du matin. Les raisons de cette grève sont nombreuses : mauvaises conditions de travail, surcharges de travail, mutations, non respect du travailleur, manque d'hygiène et de sécurité, salaire de misère, le salaire le plus élevé est de 2 190 F par mois. La revendication principale de cette grève, celle qui unit toutes les équipes, est : l'augmentation des salaires, 1 franc pour tous.

Ce secteur de la manutention est certes peu nombreux, environ une quarantaine de personnes réparties en quatre équipes, matin, soir, nuit et journée. Mais c'est un secteur important dans la mesure où il peut bloquer plusieurs services de la lainière. Notamment l'arrivage des fils industriels, l'approvisionnement des bobinoirs automatiques, de la retorderie ; la pesée et le vaporisation du fil provenant de la filature, et l'approvisionnement en fuseaux de toutes les salles.

C'est un secteur où la direction comme partout ailleurs a toujours cherché à diviser les travailleurs : division entre les équipes,

entre travailleurs français et immigrés, chantage au chômage, à la mutation. Aussi cette grève totale du service est une grande victoire contre la direction car elle a su réaliser l'unité de la majorité des travailleurs.

Lundi matin à 8 h, a eu lieu la première assemblée générale des grévistes. Tout le monde est allé voir la direction qui refuse de céder et qui provoque et essaie de diviser en ne voulant augmenter qu'une petite partie du personnel, surtout les tractoristes polyvalents. De plus la direction fait tout depuis vendredi pour nous remplacer dans le service par des cadres et des agents de maîtrise afin de refaire

marcher le service. Ainsi devant les intransigeances de la direction, devant la provocation et l'atteinte flagrante au droit de grève, les travailleurs en grève ont décidé ce lundi à l'unanimité de continuer la grève. Désormais tous les jours à 9 heures doivent se tenir des assemblées générales des ouvriers en grève. Des collectes de solidarité sont prévues, la dénonciation des cadres et agents de maîtrise est envisagée par voie d'affiche et de presse, la popularisation à toute l'usine et à la ville est prévue. Pour l'instant au niveau syndical, seule la CGT aide et soutient cette grève, même si cette grève est à l'initiative des travailleurs qui la prennent en main. La CFDT quant à elle soutient du bout des lèvres.

C'est que les divisions syndicales aujourd'hui battent leur plein à la lainière. Il faut dire que c'est bientôt les élections professionnelles (début novembre).

Corr. ROUBAIX

● Iran : quarante morts à Hamadan

Parmi les nombreux mouvements populaires contre le régime du Shah en Iran, il y en a un qui consiste à débaptiser tous les lieux publics faisant référence à la dynastie Pahlavi. Dimanche, à Hamadan, des étudiants et des enseignants ont ainsi débaptisé un lycée pour l'appeler Khomeiny. L'armée est intervenue contre cette manifestation, faisant quarante morts. Les mouvements de grève se poursuivent dans de nombreux secteurs et aboutissent maintenant à une réelle désorganisation de l'économie.

A Paris, on apprend que la tentative de l'ambassadeur du Shah aux USA pour rencontrer l'ayatollah Khomeiny aurait échoué. Aux différents dirigeants de l'opposition qui l'ont rencontré récemment, le chef du mouvement populaire religieux a donné des consignes de fermeté face aux manœuvres de l'impérialisme américain pour replâtrer le régime.

Procès du GUD

La justice protège les fascistes

Le 23 octobre était rendu le verdict du procès en appel du 16 octobre qui opposait trois militants du Comité Anti-fasciste d'Assas (partie civile) à deux membres du groupuscule fasciste du GUD. Ces derniers ont été inculpés pour violence avec préméditation et port d'armes prohibées, pour avoir sauvagement agressé Anne V. et Véronique S., alors qu'elles descendaient la rue d'Assas en voiture, le 3 mai 1976. Le 23 novembre 1977, le tribunal correctionnel condamnait JF Santa Croce, l'instigateur de l'agression à huit mois d'emprisonnement dont 6 avec sursis, et à mille francs d'amende ; JP Emie à 7 mois dont 5 avec sursis et 2 000 francs d'amende ; D Pinchard, toujours en «fuite» à huit mois fermes et 2 000 francs d'amende.

Aujourd'hui, ce verdict apparemment ferme, rendu à la veille des élections est remis en cause. Pour San-

ta Croce, 1 mois ferme, la préméditation n'étant plus retenue, pour Emie deux mois avec sursis. Les amendes sont maintenues. L'avocat général reconnaît coupable l'accusé, mais fait appel à la clémence du tribunal avançant : «Ils sont jeunes, il ne faudrait pas gâcher leur avenir, d'autant plus qu'ils font partie de l'élite de la nation». Pas question de saisir le casier judiciaire de ces futurs avocats, ni de briser de plus amples ambitions. Santa Croce se destine en effet à être chargé des relations sociales auprès du service du personnel d'une entreprise ! La justice bourgeoise cherche, de plus, à répandre les illusions en condamnant fermement les menées des fascistes, mais quand deux employés et un étudiant poursuivent des membres du GUD, bientôt docteurs en droit, la justice feint de condamner les agresseurs et protège leurs carrières.

● Guittel (Pré-st-Gervais) les grévistes expulsés !

Les travailleurs et travailleuses de l'entreprise Guittel Etienne au Pré Saint Gervais, dans la proche banlieue parisienne, sont en grève totale depuis 10 jours. Au milieu de la semaine dernière, ils décidaient d'occuper leurs locaux de travail. La police est intervenue pour expulser les grévistes. La grève continue néanmoins pour l'obtention d'un salaire minimal de 2 500 F et l'amélioration des conditions de travail.

● PCUK (Pierre Bénite) : poursuite de la grève en début de semaine

Réunis en assemblée générale lundi matin, par les syndicats CGT, CFDT et FO, les 1 500 travailleurs et travailleuses de l'usine PCUK (produits chimiques Uguine Kulmann) de Pierre Bénite (Rhône) ont décidé de poursuivre leur mouvement de grève entamé jeudi dernier. Rappelons l'origine de ce mouvement : la mise à pied, par la direction, d'un agent de maîtrise, suite à la fuite d'acroléine qui s'est produite le 12 octobre, dans l'usine et s'est répandue sur les communes voisines de Pierre Bénite jusqu'à Oullins. La direction de PCUK entend, par cette sanction, dégager ses responsabilités dans l'accident, responsabilités qu'ont commencé à mettre en lumière les premières conclusions de l'enquête du comité Hygiène et Sécurité, révélées au cours d'une conférence de presse, lundi.